

ADM- 3-2026

ARRÊTÉ MUNICIPAL PERMANENT

TRAVAUX PUBLICS – ENTRETIEN ET MAINTENANCE DU SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION

RÉGLEMENTATION TEMPORAIRE DE CIRCULATION ET INTERDICTION DE STATIONNEMENT
TERRITOIRE DE SAINT-MARCEL – VOIES COMMUNALES ET ROUTES DEPARTEMENTALES EN
AGGLOMÉRATION

Raymond BURDIN, Maire de la Commune de SAINT-MARCEL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2211-1 à L 2213-6,

Vu l'article R 610-5 du Code Pénal,

Vu les dispositions du Code de la Route,

Vu l'avis du Maire-Adjoint chargé des travaux publics,

Vu la demande présentée par la société BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES – Centre de Cuisery –
ZA du Bois Bernoux – 183 Chemin des Bruyères – 71290 CUISERY pour procéder aux travaux d'entretien
et de maintenance du réseau de vidéoprotection sur le territoire de SAINT-MARCEL,

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers et des personnes intervenants sur les
chantiers,

Considérant que les travaux d'entretien et de maintenance du réseau de vidéoprotection nécessitent
certaines restrictions temporaires de circulation pendant les chantiers,

Considérant que pour permettre la réalisation de ces travaux dans de bonnes conditions et par mesure de
sécurité, il convient de réglementer la circulation et le stationnement à l'approche et au droit des chantiers,

ARRÊTÉ

Article 1er : Les prescriptions figurant au présent arrêté concernent les travaux d'entretien et de
maintenance du réseau de vidéoprotection réalisés du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026 et
s'appliquent :

Sur l'emprise des voies communales et trottoirs en et hors agglomération, ainsi que sur
l'emprise des voies départementales et trottoirs en agglomération sur le territoire de la Commune de
Saint-Marcel,

- Aux travaux dont la durée est limitée à 48h00.

Article 2 : Pendant les interventions, les restrictions temporaires de circulation suivantes pourront être
instaurées :

- Une interdiction de dépasser,
- Une restriction de vitesse adaptée,
- Une interdiction de stationner au droit du chantier,
- Un rétrécissement de chaussée au droit du chantier.

Article 3 : Lorsque ces travaux se situent sur trottoir ou accotement, la circulation piétonne sera déviée.

Article 4 : L'accès aux propriétés riveraines devra être maintenu.

Article 5 : La signalisation réglementaire sera mise en place conformément à la réglementation en vigueur
par la société BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES, chargée des travaux, et qui assumera en outre la
responsabilité du chantier.

Article 6 : Aussitôt l'achèvement des travaux, l'entreprise devra veiller à remettre le domaine public dans
son état initial.

Article 7 : Le service de la Police Municipale et Monsieur le Commissaire de Police de la Circonscription
de CHALON-SUR-SAÔNE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Article 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif
dans le délai de deux mois à dater de sa publication.

Fait à Saint-Marcel, le 06 janvier 2026

Le Maire,

Signé : Raymond BURDIN

Pour copie conforme,
Certifié exécutoire pour avoir
été reçu à la sous-Préfecture
le
et publié, affiché ou
notifié le 07 JAN. 2026
Le Maire
Raymond BURDIN

